

## EDITORIAL



A l'aube de l'accession de la Guinée à l'indépendance, le 2 octobre 1958, la gestion de la jeunesse guinéenne et de ses activités était assurée par une organisation unique : la JRDA (Jeunesse de la Révolution Démocratique Africaine). Il n'y avait alors aucune place pour l'initiative privée. Les responsables de jeunesse étaient des animateurs politiques qui avaient pour objectif de rendre conformes les modes de pensée, les attitudes et les actions des jeunes aux idées du Parti Démocratique de Guinée (PDG), du premier Président feu Ahmed Sékou Touré.

Après 24 ans de gestion centralisée des jeunes et de leurs activités, le 3 avril 1984 a engagé la Guinée dans une nouvelle ère politique, basée sur le désengagement de l'État des secteurs productifs et la libéralisation des initiatives privées.

Ce changement supposait, pour l'État et le peuple de Guinée, une nouvelle organisation de tous les domaines de la vie de la nation et surtout des rapports entre l'État et les citoyens. Aussi, ce changement avait pour but de redonner confiance aux citoyens en les mobilisant autour d'un idéal de développement. Au cours de ce processus, de nombreux efforts ont été consentis dont :

- ♦ en 1991, l'adoption de la loi fondamentale, qui donna naissance à une société libérale
- ♦ en 1990, la tenue de la première conférence nationale de la jeunesse, qui a placé les premiers jalons du mouvement associatif
- ♦ en 2005, la promulgation de la loi sur les associations par l'Assemblée Nationale.

La Préfecture de Kindia n'est pas restée en marge de ces évolutions historiques, puisqu'elle a engagé des négociations avec des partenaires locaux et étrangers en vue d'une prise en compte des recommandations issues des conférences nationales.

Ainsi, les premières formations à destination des animateurs sportifs de Kindia ont été organisées par les autorités responsables de la jeunesse, en collaboration avec l'ONG Loire-Atlantique Coopération, devenue Guinée 44. Les premières organisations de jeunesse furent alors créées et animées par des jeunes. A vocation socio-éducative, culturelle, sportive ou environnementale, elles ont émergé partout à Kindia.

Aujourd'hui, 56 associations sont regroupées dans une organisation nationale représentant la première structure faitière d'encadrement et d'éducation de la jeunesse en Guinée. Créée en 1993, cette organisation se nomme depuis 2005 la CAJEG (Coordination des Associations de Jeunesse de Guinée), son précédent nom étant l'UAJK (Union des Associations de Jeunesse de Kindia).

Grâce à l'appui de l'Association Guinée 44 dans le cadre de la coopération décentralisée, qui est un modèle réussi de partenariat Nord-Sud, les associations de jeunesse de Kindia, à travers la CAJEG, ont bénéficié d'un accompagnement en terme de renforcement des capacités structurelles et fonctionnelles. Aussi il faut inscrire à l'actif de cette coopération des réalisations d'infrastructures de jeunesse et l'aménagement de bibliothèques : la maison des jeunes de Samaya, la maison des jeunes et de la culture de Yéolé, l'Espace sans Tabou et la Bibliothèque de Manquepas en cours de construction.

La coopération Nantes- Kindia est ainsi à saluer et à encourager.

**Makan DIALLO, Président de la CAJEG**  
(Coordination des Associations de Jeunesse de Guinée)



### Sommaire

Éditorial : Makan DIALLO	1
Les projets en cours	2/3
Paroles d'acteurs	4/5
Dossier : Une politique préfectorale en faveur des infrastructures de jeunesse	6/7
Vie associative	8

### Un Journal édité par :

#### L'Association Guinée 44

9, rue Jeanne d'Arc  
44 000 NANTES  
Tél: 02 40 35 59 80  
Fax: 02 40 35 59 90  
E-mail : guinee44@cg44.fr  
Site Web : <http://www.guinee44.fr>

Directeur de Publication : Pierre DEMERLE

Rédacteur en chef : Nicolas MARTIN

Réalisation : Agathe KONATE, Jo. CORREA, Maurice ROQUES

Comité de rédaction : Mohamed CAMARA, Elsa CARDINAL,  
Soriba CONTE, Abdoulaye Bella DIALLO, Dian DIALLO, Makan  
DIALLO, Ibrahima Sorry FADIGA, Alpha Oumar KEBE, Selly KEITA,  
Fodé Mamadou KEYRA, Yoann LOUET, Monique PESCHE, Morlaye  
SYLLA

# PROJETS EN COURS

## Ressources locales dans les Communautés Rurales de Développement

Ibrahima Sorry FADIGA, *Conseiller Formateur socio-économiste*

La décentralisation est un processus récent, qui date de 1989 en Guinée. L'État a transféré des compétences aux collectivités territoriales qui doivent s'administrer librement, tout en ayant un contrôle rapproché de la part de la tutelle.

Propulsées ainsi sur la scène locale par le transfert de compétences, les collectivités territoriales gèrent des responsabilités tant au niveau administratif que sur le plan de la planification territoriale. Ces jeunes institutions disposent de peu de moyens humains et financiers, et souffrent de leur manque d'expérience.

Aujourd'hui, elles cherchent à mieux remplir leurs attributions et à créer des espaces de concertation constructifs avec leurs populations et leurs représentants directs afin d'exercer pleinement leur rôle sur le territoire local.

Présentement, les collectivités locales connaissent des difficultés en matière de création et de mobilisation des ressources financières locales pour mettre en œuvre leurs plans de développement. Aussi, sans aide financière externe, aucune des collectivités locales ne peut exécuter son plan annuel d'investissement à plus de 20%.

Forum communautaire de Mambia



La principale source de recettes reste l'impôt minimum de développement (IMD) qui malheureusement est difficilement recouvré et ne parvient par conséquent pas à couvrir les dépenses d'investissement des Communautés Rurales de Développement (CRD).

C'est dans cette optique, et dans le cadre de la coopération décentralisée, que le recensement des sources de recettes a été initié par les autorités des structures décentralisées (une Commune Urbaine et 9 CRD). Ce projet est mené en collaboration avec Guinée 44, afin d'identifier d'autres sources de recettes pouvant les aider à améliorer les capacités financières des collectivités.

Les objectifs sont les suivants :

- ◆ Recenser toutes les sources de recettes fiscales et non fiscales, en vue d'accroître le taux de mobilisation et la capacité de financement dans les collectivités ;
- ◆ Définir les stratégies de recouvrement et la mise en place d'outils de gestion ;
- ◆ Maîtriser les dépenses et rechercher l'équilibre financier ;
- ◆ Instaurer des cadres de concertation entre les institutions décentralisées et déconcentrées impliquées dans la gestion des recettes partagées ;
- ◆ Connaître le nombre précis d'activités génératrices de revenus dans les collectivités : (commerce, artisanat, prestation de service, etc ..)
- ◆ Informer la population sur les taxes et impôts auxquels elle est assujettie.

Ce recensement servira de base pour définir des moyens de diversifier et de renforcer les ressources communautaires. Le projet de recensement et de mobilisation des sources de recettes a déjà commencé. La première étape a concerné les CRD de Kolenté, Samaya, Damakhania, Mambia et la Commune Urbaine. La deuxième étape va intéresser les CRD de Molota, Bangouya, Sougueta, Friguagbé et Madina Oula.

Les ressources identifiées doivent être mobilisées. C'est désormais le défi de toutes les collectivités locales de la Préfecture de Kindia.



## Guinée 44 s'engage sur les échanges de jeunes

Elsa CARDINAL, *Stagiaire Guinée 44 à Nantes*



Les jeunes sont de plus en plus nombreux à vouloir s'engager dans des projets solidaires à l'autre bout du monde, souvent avec le même credo : « Partir, mais partir loin et, si possible, partir pour se rendre utile. » L'envie de voyager se motive alors par l'envie d'aider, l'envie d'être solidaire.

Envie de partir ! Certes ! Mais partir où ? Vers qui ? Et pour quoi faire ? Les questions se multiplient. De l'idée au projet, les choses se compliquent...

La plus grande difficulté pour les jeunes est de trouver des partenaires au Sud pour construire et partager un projet.

Conscient de la motivation des jeunes à échanger et à partager, mais également de leur difficulté à concrétiser leur projet, Guinée 44 décide de les y accompagner.

Forte de sa présence en Guinée depuis de nombreuses années, l'association a tissé des relations privilégiées avec des partenaires guinéens qui ne demandent eux aussi qu'à échanger et rencontrer.

C'est pour mettre en lien les jeunes d'ici et de là-bas que nos équipes à Nantes et à Kindia ont engagé une démarche tout à fait originale, mais qui correspond à une réelle attente : la présentation de tous les partenaires guinéens désireux de partager leurs projets de développement avec les jeunes de Loire-Atlantique.

Néanmoins, la prise de contact avec des partenaires sur un autre continent ne fait pas tout. Un projet de rencontre se prépare pour être bénéfique pour tous, surtout lorsqu'il engage des personnes de cultures, d'origines, de niveaux de vie différents.

Guinée 44 souhaite pouvoir inscrire les projets des jeunes qu'elle accompagnera dans une démarche d'éducation au développement. Il existe pour cela de nombreux outils pédagogiques et ludiques qui permettent de mieux comprendre, concrètement, les inégalités de développement et de préparer la rencontre interculturelle. Ces outils seront utilisés dans la préparation au départ lors de temps d'animation et de formation qui seront proposés aux jeunes et aux acteurs de la jeunesse de notre département.

Cette préparation au départ est indispensable et participe de la réussite d'un échange solidaire.

Soucieuse d'enrichir sa coopération par des projets de jeunes, Guinée 44 se donne ainsi les moyens de les promouvoir.

# PROJETS EN COURS

## Formation des artisans

Dian DIALLO, *Responsable pôle Société civile*

Trois séances de perfectionnement sur les techniques de construction en BTP ont été offertes à 140 artisans de Kindia, dans le cadre du projet de renforcement des compétences des petits entrepreneurs du secteur. Ces formations s'inscrivent dans la convention 2006-2008 signée entre la Fédération Préfectorale des Artisans de Kindia (FPAKi) et Guinée 44 (« volet entreprise »). Les formations ont été les suivantes :

◆ Le perfectionnement de 20 artisans plombiers en lecture de plans, élaboration de schémas d'installation d'un bâtiment, élaboration de devis quantitatifs et estimatifs et en technique d'installation d'un bâtiment (eau froide et chaude et évacuation des eaux usées). Ce perfectionnement s'est clôturé par la visite de la centrale de traitement des eaux de Kilissi pour découvrir le processus de production et de distribution de l'eau potable ;

◆ Le perfectionnement de 60 artisans (20 maçons, 20 menuisiers et 20 ferrailleurs) en lecture de plans d'architectes et d'ingé-



nieurs en béton armé, élaboration de devis quantitatifs et estimatifs, implantation d'un bâtiment et réalisation de fondations ; et dans une deuxième session l'élévation de murs.

La présence massive et active des artisans lors de ces séances de perfectionnement démontre leur motivation à se former davantage. Nous sommes loin des discours que tenaient quelques uns d'entre eux lors du démarrage des activités de formation, à savoir « nous n'avons pas besoin de formations mais de travail ». Aujourd'hui le discours serait plutôt : « aidez-nous à nous former et à nous perfectionner, car cela nous permettra de trouver du travail ».

La qualité des ouvrages réalisés lors des « chantiers écoles » a engendré un regain de confiance entre les clients (du secteur privé) et les artisans BTP de Kindia. Aussi, on commence à assister à des mouvements de revendication de la part des artisans, regroupés au sein de la FPAKi, auprès des autorités locales pour l'assouplissement des conditions de passation des marchés publics.

Pour les mois à venir, des formations, animées par des experts d'E.C.T.I et d'AGIR, sont prévues sur la charpente métallique, le carrelage, et sur les travaux de finition (crépissage, menuiserie métallique, peinture, etc.).

Les travaux pratiques de toutes ces formations seront réalisés, comme pour les précédentes, sur le chantier de la bibliothèque de Manquepas, pour doter la jeunesse d'une belle infrastructure.

## Le ROPADEK : Les paysans guinéens organisent leur indépendance !

(Réseau des Organisations Paysannes pour l'Appui au Développement Économique de Kindia)

Morlaye SYLLA, *Président de l'Union des Groupements Maraîchers de Kindia (UGMK)*

### L'histoire d'un leader paysan.

Depuis mon bas âge, je pratique le maraîchage sur coteaux, où je cultivais la tomate et l'oignon feuille. Je me suis aussi formé au greffage des manguiers. Cette activité me permettait de satisfaire mes besoins de lycéen.

En 1984, j'ai commencé à suivre quelques formations en cultures maraîchères et vivrières avec les agents du SNPRV. C'est ainsi que je me suis lancé véritablement dans le maraîchage : cultures de piments, de laitues, d'oignons bulbes et d'oignons feuilles, de gombo, de concombres et de maïs légumes. En 1990, j'étais devenu l'un des plus grand maraîcher de Kindia, grâce à la collaboration avec l'APEK Agriculture (formations, conseils,...). J'ai tenté de diffuser les connaissances acquises dans mes différentes formations et expériences auprès de mes voisins qui ne connaissaient pas le maraîchage.

En 1995, j'ai fait de la sensibilisation auprès des différents groupements de paysans de Kindia pour essayer de créer une Union.

En 1997, on m'a invité en France pour assister à l'Assemblée Générale de l'AFDI des Pays de la Loire. Ce voyage m'a beaucoup motivé pour travailler avec ces groupements.

### L'évolution des organisations paysannes.

Les premières organisations paysannes de Kindia étaient des "entraïdes" (entraïdes) traditionnelles et des petites associations qui travaillaient par roulement chez les personnes membres.

Les coopératives de planteurs et les coopératives de maraîchers de Kindia ont été créées sous la Première République (Sékou TOURE), avec l'acquisition de camions pour faciliter le transport des marchandises à Conakry.

Les entraïdes villageoises et les champs collectifs se sont ensuite modernisés en groupements, et on assiste aujourd'hui à la constitution d'Unions, dont la création de l'UGMK en 1997. J'en fus le premier trésorier, puis élu Président en 1998.

Je suis aussi l'un des membres fondateurs de la Fédération des Producteurs de Basse- Guinée.

C'est grâce au regroupement en unions et en fédérations que les organisations de paysans ont accès à des formations, des aides de l'extérieur et des fonds de roulement pour accroître les revenus des paysans et assurer la représentativité dans tous les domaines.

### La naissance du ROPADEK.

Récemment, les unions de Kindia se sont concertées pour échanger leurs idées. Certaines unions croyaient toujours avoir besoin d'une structure d'appui derrière elles. Elles ne voyaient pas l'importance de devenir autonomes. C'est pour cela que dans la zone de Samaya, par exemple, les structures d'appui de Kindia ne s'entendaient pas, car elles étaient en concurrence.

Aujourd'hui, les Unions ont décidé de prendre leur indépendance vis-à-vis des différentes ONG qui les soutiennent. Elles peuvent ainsi travailler avec toutes les ONG sur des thèmes différents : alphabétisation, aménagement de bas-fonds, formation en itinéraires techniques,...

Les unions de Kindia se sont ainsi rassemblées au sein d'un réseau, le ROPADEK, pour être plus fortes devant les ONG et les bailleurs de fonds.

Ce réseau permet également aux paysans de discuter de leurs problèmes afin de chercher ensemble des solutions : faire des commandes groupées d'intrants, assurer l'information entre les unions, la fédération, et jusqu'au groupement de base.



## PAROLES D'ACTEURS DE KINDIA

### La grève en Guinée: un mal nécessaire

Soriba CONTE

Malheureusement la Guinée, en dépit du fait qu'elle soit généreusement dotée de richesses naturelles n'a jamais connu ni le bonheur de la prospérité, ni la joie des élections libres et transparentes. Malgré les revenus tirés de ses minerais, notamment la bauxite, mais aussi l'or, le diamant ou le fer, la Guinée reste un pays pauvre, classé 156ème sur 177, sur l'échelle du développement humain du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD).



La Guinée, dans un épisode récent de son histoire, a connu des crises qui ont affecté toute la population dans tous les domaines (social, économique et politique).

Exaspérés par la misère généralisée, la corruption, des années de crise économique et sociale, sans compter les pénuries chroniques d'eau et d'électricité, les Guinéens, à travers l'Inter Centrale syndicale CNTG, USTG, ont eu recours

à la grève comme moyen de pression sur le gouvernement pour dénoncer ces difficultés, et ce, depuis le début de l'année 2006.

Il n'y a pas et il n'y a plus d'alternative en dehors des soulèvements populaires. Si les Africains ne se soulèvent pas pour leurs libertés, ils resteront éternellement au service des dictateurs.

Pendant la grève générale en janvier/février 2007, les affrontements entre la police et les manifestants ont causé la mort de plus d'une centaine de personnes et fait des milliers de blessés et des dégâts matériels inestimables.

La Guinée était effectivement en proie à un violent conflit interne qui opposait les syndicats, suivis par de nombreux manifestants, à l'armée et au gouvernement en place. Les manifestations débutent le 9 janvier 2007, paralysant le pays et faisant plus de 113 morts. Les manifestants, supportés par les groupes syndicaux, exigent le départ du Président Lansana Conté, au pouvoir depuis 23 ans. La grève est amorcée, puis l'état de siège décrété par le Président.

Le 27 janvier, la grève est suspendue à la suite d'un accord qui prévoit la nomination d'un premier ministre «de consensus». Cependant, la nomination de Eugène Camara n'est pas bien accueillie par les syndicats, qui jugent que cet homme est trop près des intérêts du Président. La grève est relancée et le gouvernement utilise la loi martiale pour tenter de contrôler la population. Un couvre-feu de 18 heures sur 24 est imposé et les libertés civiles sont suspendues.

C'était le prix à payer pour qu'aujourd'hui, les Guinéens osent espérer un changement à travers la nomination d'un gouvernement de large consensus, avec à sa tête un premier ministre, chef de gouvernement avec de larges pouvoirs. Cette grève a permis au peuple guinéen de prendre une revanche sur les années passées à être ignoré et de jeter les jalons d'une nouvelle vision de la vie.

Désormais aucun guinéen n'acceptera de voir ses droits bafoués sans les revendiquer.

### Cadre Interne de la CAJEG de Kindia

(Coordination des Associations de Jeunesse de Guinée)

Fodé Mamoudou KEYRA

Je suis originaire de Madina Oula, village de la Communauté Urbaine de Kindia, faisant frontière avec la Sierra Léone. Je suis titulaire d'une Maîtrise en Gestion Informatique de l'Université Unic de Guinée.

Avant de débiter ma carrière professionnelle à la CAJEG en qualité de salarié, j'ai acquis plusieurs expériences très intéressantes en tant que moniteur des collectivités socioéducatives, bénévole dans le mouvement associatif depuis 2001, représentant des jeunes de la commune de Matoto au Forum Social Mondial Polycentrique de janvier 2006 à Bamako, en République du Mali.

Après un petit tour d'horizon, me revoilà dans ma Kania natale pour travailler au sein d'une structure CAJEG qui m'est déjà familière. Je retrouve ainsi une ville que j'ai côtoyée pendant ma jeunesse pour travailler avec une équipe rajeunie de la CAJEG (renouvellement à 80 % de l'équipe)

J'anime cette équipe depuis avril 2006, par l'appui à la responsabilisation des membres du bureau et des commissions techniques. J'assume, en collaboration avec le bureau, la gestion de la coordination et des finances et le suivi administratif de la CAJEG.

Ma mission est, entre autres :

- Organiser, sous les directives du bureau de la coordination, les activités opérationnelles de la CAJEG et des associations de jeunesse de Kindia, avec l'assistance technique du responsable du volet jeunesse de Guinée 44, Selly Keita.
- Rendre compte périodiquement des activités de la coordination aux membres du bureau et aux partenaires.
- Assurer les relations avec les partenaires techniques et financiers en lien avec les commissions sport, développement économique et la commission bourse COBAP (Commission d'Octroi des Bourses aux Projets Associatifs)

Mes objectifs se situent sur le long terme. Il s'agit de renforcer davantage cette équipe CAJEG, en lui offrant toute son autonomie, et de favoriser une implication entière des membres dans la gestion des affaires de la coordination. Avec le temps, je pourrais capitaliser cet acquis avec d'autres structures nationales ou internationales, dans le cadre d'une coopération décentralisée telle que celle développée à Kindia par Guinée 44.

Mon ambition est de me former afin d'aller le plus loin possible, avec les moyens du bord, pour être utile à la catégorie la plus démunie de mon pays : la jeunesse. La jeunesse est effectivement un enjeu majeur pour l'avenir de la Guinée.



L'équipe rajeunie de la CAJEG

# PAROLES D'ACTEURS DE LA LOIRE-ATLANTIQUE

## UN PEUPLE SE LEVE ?

Yoann LOUËT

Le 22 janvier 2007, des milliers de jeunes, de travailleurs, de fonctionnaires, sans distinction d'origine se sont unis pour prendre les rues de Conakry. Difficile de savoir combien de personnes a réuni l'appel de la centrale syndicale, mais tous avaient la même revendication : Changement !

Pour moi, cette date marque un tournant important pour les Guinéens : ils ont réussi à s'unir sous le même drapeau ... celui de la Guinée !



Je suis arrivé en Guinée après ces événements, le 9 Février, venu pour passer mes vacances, quelle idée ! La grève générale est suspendue depuis deux semaines, juste suspendue. Le travail a repris mais les travailleurs attendent. Tous attendent l'application du protocole d'accord signé entre le Général Conté et le mouvement social quel-

ques jour après ce terrible 22 janvier qui avait laissé derrière lui plus d'une centaine de morts... Tous espèrent que ces vies auront permis à la Guinée de changer vers plus de justice, de sécurité et de bien-être.

Cela se passe le soir de mon arrivée. La journée avait pourtant été bonne : mon retour à Kindia après un an et demi d'absence, les retrouvailles avec l'équipe de l'APEK, de Guinée 44, les amis...

Lendemain, réveil en sursaut... des tirs de P.M.AK viennent du goudron. La jeunesse, restée silencieuse à Kindia depuis le début du mouvement, ne peut plus se taire devant l'affront. Mais dans la ville la plus militarisée de Guinée, cela ne pardonne pas : 10 morts.

S'en suivent deux semaines d'état d'urgence décrété par l'armée.

Le couvre-feu porte bien son nom, les tirs sur la RN commencent à 17 H 30 pour pousser les gens à rentrer chez eux, mais dans les quartiers la vie continue ; discrètement on se déplace de nuit entre les concessions pour se rendre visite...

Le jour, on se dépêche de s'approvisionner au marché, on prend les nouvelles et on discute. Étrangement, sous ce climat tendu, les langues se délient

J'ai connu la Guinée en 2004, lors d'un stage avec Guinée 44, auprès de l'APEK Agriculture. J'ai rapidement ressenti cette chape de plomb qui soumet la population au silence.

Une histoire douloureuse, une corruption à tous les niveaux (presque nécessaire vu le niveau de vie moyen), une sous-information totale de la population (pas de radio privé, taux d'analphabétisme dépassant les 70 %), une opposition politique divisée par des tensions ethniques et historiques. Tout concourait à étouffer l'émancipation de la masse.

Mais le 22 janvier 2007 a bien eu lieu, et durant tout mon séjour, les guinéens m'ont montré, le visage ouvert, les cicatrices du régime Conté. Ils m'ont avoué être victimes de leurs propres richesses. Ils ont enfin revendiqué la Guinée pour les guinéens !

Après 50 ans d'indépendance, le peuple guinéen a-t-il connu sa véritable libération ? Je me pose cette question avec inquiétude. Comment cette dynamique qui a uni toute une nation contre un système peut se poursuivre ?

Avec quelques mesures financières et politiques le niveau de vie de base peut s'améliorer rapidement, mais que restera-t-il du contre-pouvoir populaire ?

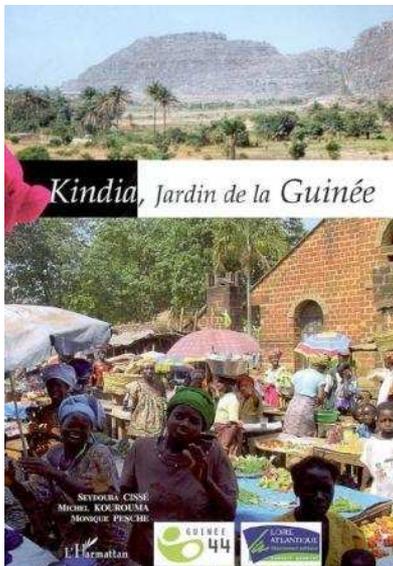


## Le Livre « Kindia, jardin de la Guinée »

Monique PESCHE, coordinatrice de la Commission Livre

Enfin, la bonne nouvelle est arrivée ! " L' Harmattan", ce vent chaud venant du Sahel qui dépose sa fine poussière rouge sur la capitale des agrumes, (mais aussi maison d'édition) nous a enfin apporté notre livre "Kindia, jardin de la Guinée", en juillet 2007.

La parution de "Conakry, porte de la Guinée" avait donné à certains l'idée de poursuivre la collection avec la Préfecture de Basse Guinée. Le projet : s'adressant à un vaste public, aussi bien ici que là-bas, il inviterait les lecteurs à découvrir la région de Kindia, par le texte et par l'image. Il proposerait des repères géographiques, historiques, culturels et socio-économiques. Il donnerait une large place aux Kindiakas pour présenter leur cadre de vie et ferait appel à la mémoire des Anciens pour écrire le chapitre de l'époque coloniale. Il s'appuierait sur les jeunes pour les illustrations et le recueil de contes.



Projet un peu ambitieux et utopique, semé d'embûches et de difficultés. Plus d'un se découragea... Des témoins âgés disparurent, emportant leurs souvenirs (Que la terre leur soit légère !).

Les 6000 km séparant les deux Comités de Rédaction, à Nantes et à Kindia, ne facilitèrent pas les échanges. Et pourtant une mission de plus de trois semaines avait permis d'amorcer le projet et de motiver nos partenaires. Tout le monde le voulait ce livre, et Monsieur le Maire de Kindia en premier lieu. Il y voyait la promotion de sa commune, si dynamique et attractive. Alors, on se plongea dans les archives, on dépouilla les rapports d'étudiants envoyés à Kindia pour différentes études. Il fallut aussi se battre avec la ponctuation, l'orthographe, l'infographie, pour arriver enfin à un document agréable à feuilleter et à lire. A vous de juger...

Disponible en librairie. Prix indicatif : 15 €

# **D**OSSIER : UNE POLITIQUE PRÉFECTORALE EN FAVEUR DES INFRASTRUCTURES DE JEUNESSE

Selly KEITA, Responsable volet jeunesse et appui à la CAJEG, à Kindia

## **Les différentes étapes des politiques publiques en matière d'infrastructures de jeunesse en Guinée, de l'indépendance à nos jours.**

Avant la prise du pouvoir par l'armée, le 3 avril 1984, toute la jeunesse guinéenne était embriguée dans une organisation unique dénommée **JRDA, Jeunesse de la Révolution Démocratique Africaine**. Cette organisation à caractère politique s'occupait de l'éducation politico- idéologique de la jeunesse mais gérait également ses activités traditionnelles (sport, arts et culture) et les infrastructures de toutes les localités du pays.

Dans ce contexte, il n'y avait aucune place pour l'initiative individuelle. Les responsables de jeunesse étaient plutôt des animateurs politiques qui avaient pour objectifs de rendre conforme le mode de pensée, les attitudes et les actions des jeunes à la ligne du parti.

Avec le changement et l'avènement de la société libérale, la nouvelle Constitution (Loi fondamentale, décembre 1990) a donné la possibilité aux citoyens de s'organiser afin de prendre en charge leurs propres besoins.

Ces initiatives d'organisation étaient de deux ordres :

Le premier niveau d'organisation est pris en charge par l'État, par le lancement du processus de décentralisation à travers la création des collectivités décentralisées, notamment les Communes Urbaines et les Communautés Rurales de Développement (CRD). Ces collectivités bénéficient du transfert de certaines compétences de l'État, comme les compétences financières et administratives.

Le deuxième niveau d'organisation se situe dans la création des organisations de la société civile, notamment les associations de jeunesse, les groupements agricoles, les ONG et les organisations professionnelles, dont tout le monde ignorait les mécanismes de création et de fonctionnement. Il a alors fallu former les cadres et les élus pour une meilleure programmation des besoins en matière d'infrastructures de base (jeunesse, scolaire, sanitaire et agricole).



De **1958 à 1984**, cette organisation de jeunesse, la JRDA, réalise plusieurs infrastructures avec les matériaux locaux et grâce à un fort investissement humain.

A Kindia, les quartiers urbains et les villages disposent alors de leur maison du peuple ou de leur permanence du Parti. Ces infrastructures avaient pour vocation d'abriter les réunions hebdomadaires d'information du parti et les compétitions culturelles et artistiques.

De **1984 à 1993**, les nouveaux responsables locaux des quartiers urbains transforment ces infrastructures en espaces d'activité commerciale ou d'habitation. Celles qui ne sont pas occupées sont laissées dans un état de délabrement avancé. La réalisation d'activités de jeunesse reste alors en suspens.

De **1994 à nos jours**, les associations de jeunesse et les élus des collectivités engagent des actions de lobbying et de plaidoyer auprès des autorités, pour l'adoption d'une loi en matière d'infrastructures de jeunesse. Quelques résultats sont à relever, dont on peut citer :

- ◆ La signature d'un décret par le Président de la République portant rétrocession à la jeunesse des Maisons du peuple et ex-permanences du Parti
- ◆ La mise à disposition de la jeunesse de certaines infrastructures à Kindia
- ◆ L'engagement des collectivités à intégrer des actions de rénovation et de construction des infrastructures de jeunesse dans leurs localités respectives
- ◆ La tenue d'un forum préfectoral sur la problématique des infrastructures de jeunesse dans la Préfecture de Kindia.

# **D** OSSIER : UNE POLITIQUE PRÉFECTORALE EN FAVEUR DES INFRASTRUCTURES DE JEUNESSE

## **Situation actuelle des infrastructures de jeunesse dans la préfecture de Kindia**

### **Voici les infrastructures réalisées à ce jour dans la Commune Urbaine de Kindia :**

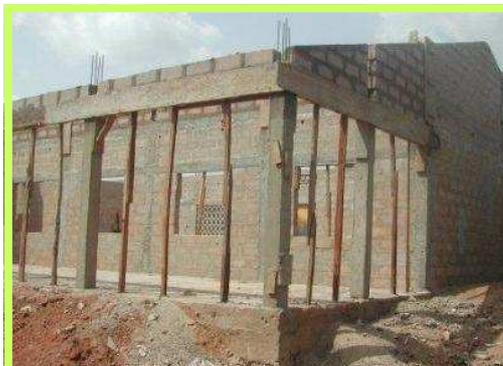
- ◆ Le Centre Culturel Municipal, incluant une bibliothèque (1997)
- ◆ Le siège des associations de jeunesse (1999)  
(sis à l'ex permanence fédérale)

#### Les aires de jeux et espace d'accueil :

- ◆ Le terrain rouge et la plate-forme de basket/volley (1993)
- ◆ Le terrain de football de Féréfou (1993)
- ◆ Le terrain de football de Koliadi (1992)
- ◆ Le terrain de football de Sambaya (1995)
- ◆ La plate-forme de volley/basket de Kondébounyi à Tafory (1998)
- ◆ Le terrain de football de Kénendé
- ◆ L'auberge de la jeunesse de Gangan, (2001- 2002)  
capacité d'accueil : 32 personnes
- ◆ Une bibliothèque *en construction* à Manquepas (2006)

### **Et dans les Communautés Rurales de Développement:**

- ◆ Des aires de jeux dans les 9 CRD
- ◆ Un foyer de jeunes à Samaya (2005)
- ◆ Des Foyers de jeunes (Ex-Permanence) à :  
Sougueta, Madina-Oula, Bangouyah, Molota, Kolenten,  
Friguiabgé.
- ◆ Les terrains de volley-ball en terre battue dans les CRD



**Manquepas : chantier- école de la  
bibliothèque**



**Kindia : Chantier- école de  
la CAJEG**

Par ailleurs, l'existence de la coopération décentralisée entre Kindia et la Loire-Atlantique constitue un atout pour Kindia et fait de cette préfecture un modèle en matière de réhabilitation et de construction d'infrastructures de jeunesse.

Il faut également noter la volonté des jeunes et des autorités à résoudre l'épineux problème des infrastructures. Cela se traduit par la création d'une plate-forme de concertation entre les différents acteurs intervenants dans le secteur jeunesse (élus, services déconcentrés, associations de jeunesse et partenaires du développement)

Pourtant, malgré ce dynamisme et malgré l'existence d'un noyau d'infrastructures, les besoins de la jeunesse sont loin d'être comblés, d'autant plus qu'elle représente une proportion importante de la population, à savoir 57 à 60% selon les derniers recensements.

L'insuffisance d'infrastructures a des conséquences jusque dans la circulation routière, car les jeunes occupent les rues qu'ils transforment en aires de jeux et de loisirs.

SOS à tous !

Créée en juin 1994 l'association conduit la politique de coopération décentralisée de collectivités locales ligériennes qui souhaitent engager des actions de partenariat économique et de développement avec la Région de Kindia en République de Guinée.

En Guinée, enrichi d'une présence de 20 années sur le terrain, et jouissant d'une très bonne intégration à tous les niveaux de la société civile guinéenne, le Conseil Général de Loire-Atlantique lutte contre la pauvreté de la Région de Kindia en soutenant l'émergence, la structuration et l'auto promotion d'opérateurs sociaux, économiques et institutionnels locaux, œuvrant pour le développement économique, social et humain de leur pays.

En France, Guinée 44 veille également à renforcer et favoriser les liens entre acteurs économiques, sociaux et humains du département de Loire Atlantique et de la Région de Kindia.



Territoire de référence des projets de Guinée 44

## Départs et arrivées

**Abdoulaye Bella DIALLO**, *Conseiller Formateur Développement rural à Kindia*

Je suis économiste, titulaire d'une Maîtrise en Gestion de l'Université de Kankan. J'ai dix ans d'expérience professionnelle en développement rural, décentralisation et bonne gouvernance à la CLUSA/Guinée (Ligue des Coopératives des USA en Guinée).



J'ai également exercé en tant que professeur de marketing, management et communication dans de nombreux instituts de gestion en Guinée. Consultant indépendant et promoteur du Cabinet WINIGEST, pour les acteurs du développement, je travaillais dans les domaines de la formation, des études conseils et de l'intermédiation en gestion.

Mon poste actuel à Guinée 44 est celui de Responsable du volet Développement Rural, pour soutenir la dynamique de mise en réseau de tous les acteurs du développement à Kindia. J'ai déjà aidé à la facilitation du forum préfectoral des organisations paysannes de Kindia en mars 2007.

Tout est défi dans mon volet, avec des maîtres mots qui ne m'effraient pas : diagnostic, mise en réseau, partenariat, veille institutionnelle, coopération décentralisée ... J'assume! Je connais en effet bien le monde rural en Guinée et cela devrait m'aider pour mon travail à Guinée 44.

**Mohamed CAMARA**, *Conseiller Formateur Monde associatif à Kindia*

Mohamed Kassi Camara, le seul Kindiaka dans l'équipe !

Diplômé de l'Université de Kankan option finances, j'ai retrouvé ma ville natale pour m'occuper, comme à mon habitude, des activités de jeunesse avec la CAJEG. Après avoir œuvré pour la promotion des activités économiques, telles que la tontine journalière, je parviens ensuite à mettre en place l'Union des Transporteurs de motos-Taxi (UTTMK).



En tant que Président de la plus grande organisation de jeunesse et après avoir dirigé diverses associations (Espoirs de Kania, AJAKUS, CAJEG régionale...), je suis recruté en juin 2007 pour mon tout premier contrat, en qualité de Conseiller formateur Monde associatif dans l'ONG Guinée 44.

Cette structure, connue et respectée par les populations et avec une vingtaine d'années d'expérience, m'offre des opportunités de travail qui s'ancrent tout à fait dans ma vision des choses.

Enfin, et malgré les difficultés que traversent nos associations, groupements et coopératives, je ferai de grands efforts pour accomplir mon boulot avec succès !

**Alpha Oumar KEBE**, *Chargé de la communication et Éducation au développement à Kindia*

J'ai décroché ma licence en Sociologie en 2002 à l'issue d'une étude appliquée sur la problématique de l'accès des femmes de Forécariah aux institutions du crédit rural.



En février 2003, j'ai eu la chance d'effectuer un stage de fin de cycle à l'Observatoire de la Guinée Maritime qui évoluait dans les Préfectures de Boffa et de Boké en Basse Guinée. Ce fut l'occasion pour moi, en tant que sociologue de terrain, d'entrer en contact avec les populations rurales pour identifier avec elles les problèmes de développement qui les interpellent. J'étais chargé de l'analyse liée à la faible participation des

femmes dans les projets de développement dans la CRD de Mankountan, Préfecture de Boffa.

En février 2004, j'ai obtenu mon diplôme de Maîtrise en Sociologie, après avoir soutenu mon mémoire de fin de cycle.

Alors que je me préparais pour un troisième cycle en France, l'avis de recrutement pour le poste de Communication et Éducation au Développement lancé par Guinée 44 a retenu mon attention car la coopération décentralisée est aujourd'hui une approche qui renforce les collectivités locales et développe les échanges entre les pays du Nord et du Sud.

Après mon recrutement, j'ai travaillé durant 3 mois en binôme avec Aurélie Volpe (Volontaire du Progrès), tant sur les dimensions techniques du poste que sur son intérêt "interculturel". J'occupe le poste depuis son départ de Kindia le 30 avril 2007. Je suis vraiment content de travailler avec cette équipe dynamique « nanto-kindianaise ».

## Agenda

Vous trouvez toutes les actualités et la suite des informations sur les projets en Guinée sur notre nouveau site Internet <http://www.guinee44.fr>